

**Paul-François Fournier,**  
Directeur exécutif et directeur Innovation de BPIFrance  
**Quel rôle pour la BPI France dans l'innovation des entreprises ?**



*En présence d'Olivier Carré, Marianne Dubois, Annie Genevard, François Guégot, Arlette Grosskost, Claude Greff, Michel Herbillon, Véronique Louwagie, Gilles Lurton, Alain Moyne-Bressand, François Rochebloine, Catherine Vautrin, Philippe Vitel*

**Olivier Dassault, Député de l'Oise, Président de GEEA**

De plus en plus de jeunes souhaitent s'investir dans la création d'entreprise ; Avoir une idée géniale, c'est déjà un bon début. Encore faut-il pouvoir la financer ! Saviez-vous que nous sommes un des pays où les banques sont les mieux implantées ? En revanche, lorsqu'il s'agit de prêter de l'argent, on vous demande de présenter un projet solide, faire ses preuves soi-même et l'échec n'est, bien entendu, pas permis. Plus l'idée est audacieuse, plus il y a de risque, moins il y a de chance d'obtenir le premier euro !

Notre ennemi n'est pas la finance, loin de là, mais il est temps qu'elle reprenne son véritable rôle dans l'accompagnement des entreprises depuis la création, jusqu'à leur développement. Le Gouvernement a créé en 2005 Oséo, devenu BPIFrance pour palier à ces comportements, pour accompagner et financer les ETI, les PME et parfois même les projets des grandes entreprises qui font le pari de la R&D.

L'artisan de l'innovation chez BPIFrance, c'est Paul-François Fournier. Depuis avril 2013, il cumule deux casquettes, celle de banquier et celle d'ingénieur. Après 20 années passées chez Orange, ce montagnard chevronné n'a plus à démontrer ses capacités d'adaptation aux enjeux de l'innovation. Il a assuré le décollage en France des offres ADSL, participé au déploiement international du groupe, mener plusieurs projets stratégiques comme le

lancement de la Livebox et de la voix sur IP en partenariat avec des start-up françaises. C'est à lui qu'Orange doit l'acquisition de Dailymotion et de Cityvox. Son expérience pour déceler les pépites de demain et leur apporter des solutions de financement adaptées à leur stade de développement vaut de l'or !

BPIFrance tient en ce moment l'affiche pour motiver les entrepreneurs et séduire les jeunes : « Entrepreneurs, vous envoyez du bois, nous enverrons du blé ». Cette campagne « choc » me rappelle celle anti-tabac ! Après tout, sans innovation, l'économie toute entière se meurt.

Quel est le rôle de BPIFrance dans l'innovation ?

### **Paul-François Fournier, Directeur exécutif et directeur Innovation de BPIFrance**

Merci de votre invitation.

Je me propose d'évoquer en quelques mots l'action de BPIFrance et notamment sur l'innovation dont je m'occupe depuis plus de deux ans.

Vous l'avez dit, Monsieur le Président, cette action s'inscrit dans la continuité.

Au moment de la création de BPIFrance, j'ai découvert l'écosystème du financement et avec Nicolas Dufourcq, le directeur général, nous avons fait trois constats :

- Le mouvement entrepreneurial autour de l'innovation se développe. C'est une chance pour notre pays. C'est un élan entrepreneurial quantitatif : 40% des jeunes de moins de trente ans ont un projet entrepreneurial. Des patrons d'université et des grandes écoles ne me parlent plus que de ça. Pour accompagner ce mouvement, BPIFrance a doublé le nombre d'accompagnement de start-up de moins de 5 ans.

Il faut être capable de financer, de répondre à un certain nombre de modèles : BPIFrance propose des prêts d'amorçage par exemple qui permettent de donner le premier marche-pied à ces jeunes ou moins jeunes.

- Nicolas Dufourcq appelle le deuxième constat « la forêt de bonsaïs ». On arrive à créer des petites start-up, moins des géants mondiaux. Il faut être capable d'accélérer et donner une chance à nos entreprises d'être à la hauteur des géants mondiaux, en général, américains. Les raisons de cette « forêt de bonsaïs » correspondent à une faille de notre dispositif. On finance au début la création d'entreprise mais à un moment de leur vie, pour un certain nombre d'entre elles, elles ne trouvent pas les financements importants qui peuvent se compter en dizaines, voire centaines de millions d'euros. C'est ce type de financement qui manque en France.

BPIFrance a donné un premier signal avec la création du fonds Large Venture de 600 millions d'euros grâce auquel nous avons investi dans Parrot, par exemple. Sur ces 600 millions d'euros, nous avons déjà dépensé la moitié en presque deux ans et demi pour faire croître les investissements des boîtes de plus de 10 millions d'euros. Notre principal objectif est de donner le signal et créer un écosystème de fonds de capital-risque, montrer à l'ensemble des fonds de la place qu'il y a un marché, qu'il est possible d'intervenir en France. Sofinnova vient de lancer le plus gros fonds avec 300 millions d'euros ...

En quelques chiffres :

En 2013, BPIFrance a réalisé 18 levées de plus de 10 millions d'euros qui correspondaient à 650 millions d'euros. En 2015, on en est déjà à 36 levées pour 2,2 milliards d'euros.

En 2013, nous n'avons eu qu'une levée de plus de 100 millions d'euros ; c'était Criteo. Nous en sommes à 6 pour 2015 et la dernière correspond à Blablacar qui vient de lever 300 millions d'euros pour devenir un leader mondial du marché stratégique des drones.

Voilà le premier étage de la fusée pour booster un écosystème jeune, en plein mouvement.

Je me suis beaucoup documenté et découvert que l'écosystème de la Silicon Valley a été créé dans les années 50 par un Général franco-américain Georges Doriot qui a inventé le métier du capital-risque. En France, il a été créé il y a 20 ans et avec plus de 200 fonds de capital-risque, nous sommes en concurrence avec les anglo-saxons, loin devant les allemands.

Après la crise de 2000, la constance de l'action publique a permis de maintenir cet écosystème de capital-risque. L'ensemble des fonds français commencent à se développer en Allemagne, sous notre impulsion, d'ailleurs, parce que nous souhaitons créer un capital-risque paneuropéen sur base française. Si nous voulons que nos start-up et notre industrie grandissent, elles doivent devenir européennes : c'est le cas de Partec, d'Iris et de beaucoup d'autres français.

Pour l'entrepreneuriat traditionnel, c'est plus difficile. L'industrie est confrontée à la mondialisation et aux enjeux de la transformation de l'innovation, en particulier dans le numérique.

Il y a à peu près en France, un tiers d'entreprises innovantes. C'est une définition largement questionnable, en gros, ceux sont celles qui ont réalisé un nouveau produit dans les deux ou trois dernières années. L'Europe montre que l'entreprise innovante croît en moyenne de plus de 10% par an. Celle qui n'est pas innovante a un chiffre d'affaires qui décroît de 2 à 3% par an. Le sujet de l'innovation est au cœur de la problématique de la création de valeurs et derrière c'est l'international. Nous avons accéléré sur des produits pouvant faire de la transformation.

Vous l'avez dit tout à l'heure, les banques ont une tendance naturelle à se réassurer sur le matériel mais la transformation immatérielle de votre entreprise ne correspond pas forcément à une machine-outil. BPIFrance propose des prêts de développement sur 7 ans qui permettent avec 2 pages de déclencher un financement bancaire sans garantie sur l'entreprise, ni l'entrepreneur, pour accélérer cette transformation.

Le sujet est dans la compréhension des entrepreneurs. Il est autant psychologique que financier ; c'est-à-dire, autant de confiance de l'entrepreneur pour déclencher, autant de capacité à trouver les compétences autour de lui. L'entrepreneur est extrêmement isolé, en combat quotidien avec son marché, son administration, parfois son écosystème. Il faut l'accompagner. BPIFrance a créé plusieurs études comme l'accélérateur de PME et d'ETI pour diffuser les meilleures pratiques. On vient de lancer des diagnostics autour du Bigdata et du design pour faire en sorte de dédramatiser ces problèmes.

Notre ambition est de faire passer les 30% d'entreprises innovantes à 50%.

Au niveau de la relation entre les grands groupes et les start-up :

Avoir des financements c'est important, du chiffre d'affaires et des contrats, l'est encore plus pour avoir des références auprès de ses nouveaux clients. Cette relation est de plus en plus

importante pour les grands groupes. Ils constatent que l'ensemble des dispositifs d'innovation ne fonctionnent plus suffisamment pour répondre aux enjeux du futur. Grossièrement, vous pouvez aligner des milliers de personnes dans votre R&D, ça ne veut pas dire que vous ne trouverez rien mais statistiquement, vous aurez plus de chance de trouver la meilleure idée en dehors de chez vous que chez vous. Les entreprises américaines l'ont bien compris.

Par exemple, Google, une des plus innovantes du monde avec les meilleurs chercheurs, a fait 70 acquisitions de start-up dans les trois dernières années.

Le FBS120 dans sa totalité a fait 40 acquisitions de start-up.

Nous devons accélérer ce lien pour que les grands groupes acquièrent les compétences et les savoir. C'est du gagnant gagnant.

BPIFrance vient de créer le Hub qui est un fichier de toutes les entreprises que nous soutenons depuis 30 ans ... c'est un espace unique pour se rencontrer, échanger et partager autour de l'innovation.

Valeo avait un problème sur les fluides et par l'intermédiaire du Hub de BPIFrance, elle a trouvé les sociétés de fluides technologies. Cela montre que les barrières doivent être cassées pour que ça avance beaucoup plus vite.

### **Olivier Dassault**

Nous aimons votre enthousiasme.

Je passe la parole à Olivier Carré, notre vice-président, député du Loiret, membre de la commission des Finances et maire d'Orléans.

### **Olivier Carré, député du Loiret**

La France a beaucoup de jeunes pousses et comme vous le disiez, comment effectuer la transformation ?

Nous avons réalisé un petit travail avec Christophe Caresche, député socialiste, pour analyser tout ça. Pourriez-vous revenir sur la période difficile appelée « la vallée de la mort » ?

Beaucoup d'outils ont été mis en place pour l'amorçage, notamment dans cette mandature, une modification des investisseurs a amené pas mal de flux. Ce qui fait que la France est assez bien placée mais il y a cette période, lorsqu'on a utilisé tous les fonds propres de départ, on n'a plus d'argent pour les besoins en fonds de roulement. Les banques traditionnelles restent frileuses parce qu'il n'y a pas d'historique du bilan. C'est au moment où on a dépassé le prototype, on a dépassé la preuve du concept mais on n'arrive pas à décrocher les premiers clients. Il y a deux sujets : les montants et quel type de financement est fléché la dessus ? La deuxième, comment faire accepter aux entrepreneurs les éléments de dilution, de partenariat avec des financeurs ? Les français restent attachés à rester maîtres chez eux et c'est un vrai sujet à ce moment-là de développement.

### **Paul-François Fournier**

On m'a beaucoup parlé de cette « vallée de la mort » lorsque je suis arrivé en fonction.

J'ai peur qu'aujourd'hui beaucoup trop de sujets terminent sous cette appellation.

Qu'une entreprise ne soit pas financée à un moment ou un autre, ce n'est pas une faille du système. C'est même relativement sain surtout quand le projet n'est pas viable, quand l'équipe n'est pas de nature à porter un projet.

Le capital risque est un système récent en France.

Aujourd'hui l'ensemble des fonds privés qui font effet de levier signifient que chaque euro investi correspond à 1,2 euro retourné. Pour le moment, le système est à peine rentable mais la pente s'améliore et commence à créer de la valeur.

Avec BPIFrance, l'Etat a fait un effort considérable. Il est temps que le privé prenne le relais. Il faut flécher une partie de plus en plus significative de l'épargne en cette direction. Il n'y a pas de raison que l'argent privé n'arrive pas.

Il y a 4 ou 5 ans, il y avait un vrai sujet sur l'amorçage. Je crois qu'il est maintenant globalement réglé.

Nous avons un écosystème de capital-risque (série A – série B sans rentrée) qui est un des plus profonds d'Europe. Nous avons environ 150 fonds d'investissement. Comme il y a encore des craintes de la part des investisseurs, les chefs d'entreprise passent encore trop de temps à expliquer l'utilisation. Maintenant que l'effet de levier est palpable et qu'il y a un vrai retour sur investissement, je pense que les investisseurs vont être moins inquiets.

Il faut faire venir des fonds privés à « gros tickets », des fonds étrangers. Vous parliez d'un problème d'ambition. Je pense qu'il est en train d'évoluer. Grâce à des réussites exemplaires comme Criteo, on voit l'ambition des entrepreneurs de faire une belle start-up à créer des business internationaux.

### **Olivier Dassault**

Je passe tout de suite la parole à Véronique Louwagie, député de l'Orne, membre de la commission des finances.

Lors de la loi de financement rectificatif pour 2015, elle était très active, avec Olivier Carré, pour élargir les bénéficiaires de l'ISF-PME et le régime d'exonération partielle des droits de donation et de succession dit « pacte Dutreil »

Véronique Louwagie a présidé la mission d'information commune sur la Banque publique d'investissement BPIFrance à l'Assemblée nationale et vient de publier un rapport remarquable intitulé, « BPIFrance, une banque qui doit cultiver sa différence ».

**Véronique Louwagie, député de l'Orne**

Merci Olivier. Cette culture différente de la BPIFrance est très importante à entretenir. C'est une banque qui doit intervenir auprès de toutes les entreprises, en ciblant essentiellement sur les failles de marché. En tant que service public, elle doit intervenir là où les banques peuvent être absentes.

Au regard de la mission d'information, il est vrai que BPIFrance a une mission d'accompagnement qui va au-delà de l'aspect financier. Elle doit s'établir avec l'ensemble des acteurs consulaires, associatifs. Il est aussi nécessaire qu'une information sur les indicateurs soit transmise aux chefs d'entreprise.

On peut se réjouir que certaines propositions aient été adoptées dans la dernière loi de finances. C'est notamment le cas de la Coface. Pour les exportations, il y a trop d'acteurs et il manque de visibilité. Cette intégration de la Coface est une bonne évolution.

Le programme 192 du projet de loi de finances évolue constamment à la baisse ; votre projet de fondation au sein de BPIFrance est-il toujours d'actualité ?

**Paul-François Fournier**

Vous avez raison, le rapport a permis de cristalliser une conviction que nous avons déjà : Nicolas Dufourcq parle de « psycho banque ». C'est la logique de l'accompagnement, c'est même devenu l'axe stratégique. Des financements, il y en a de plus en plus.

Le programme 192 nous permet d'avoir un fonds de garantie, de faire des prêts pour ces start-up dont on parlait tout à l'heure, celles de moins de 5 ans. Le taux de casse est important : Pour 1 euro investi seul 50 centimes nous revient. Sur un prêt à taux zéro innovation, un tiers nous revient. Nous avons un niveau de risque élevé mais un taux de maturité qui permet aux banques de prendre le relais.

Ces mécanismes de soutien sont partout en Europe. Une enquête de l'OCDE montre que la France est le troisième pays au monde dans le soutien à l'innovation et principalement par l'intermédiaire du CIR.

Par contre, sur l'aide directe, la France est onzième au niveau mondial.

Vous l'avez dit, nous avons une baisse massive de fonds dans ce programme et je ne cache pas que ça nous inquiète. Cette année, nous avons stoppé l'inflexion. Nous avons essayé d'être créatif et proposer des solutions. Une fondation est en cours de discussion.

**Olivier Dassault**

Je passe la parole à un entrepreneur engagé, Eric Michoux, président du groupe Galilé, un groupe industriel français indépendant et un réseau dynamique d'accompagnement à la transmission/reprise d'entreprises hexagonales, composé de 3 pôles d'activité majeurs (industrie, énergie et manutention), représentant 16 entreprises et 400 emplois. Galilé affiche un chiffre d'affaires 2015 de 57 millions d'euros. Il vient de lancer Galilé 360°, un concours de création d'entreprise en mode compagnonnage 2.0.

**Eric Michoux, Président du groupe Galilé**

Merci Olivier. Dans le groupe Galilé, nous avons créé un incubateur collaboratif et comme vous l'évoquiez tout à l'heure il y a une casse importante dans les cinq premières années, due au manque de réseaux qui entoure l'entrepreneur. Nous avons créé une communauté de mentors et on fait du compagnonnage 2.0 personnalisé. Ces mentors aident les jeunes à développer leur projet, sinon, il risque de rentrer dans la règle des 3 D s'il n'est pas suivi : Dépôt de bilan, Divorce, Dépression.

Aidez-vous les jeunes entrepreneurs dans la période de 0 à 2 ans parce que je crois que BPIFrance ne peut pas aider s'il n'y a pas 2 bilans positifs ?

Avec Olivier Dassault qui nous fait l'honneur de présider le jury, nous avons créé un concours qui s'appelle « une idée = un emploi ». Pour un jeune qui a une idée, la plateforme Galilé 360 lui donne la possibilité d'embaucher.

Une publicité de notre concours a été publiée hier. Merci Olivier pour ton soutien.

Nous aimerions bénéficier de l'aide de BPIFrance pour financer ce type de démarches.

**Paul-François Fournier**

Concernant l'accompagnement des start-up. Le financement, c'est important mais notre écosystème est aussi basé sur l'expérience acquise des entrepreneurs.

Votre implication est très importante. Nous essayons d'accompagner ce type d'initiative en investissant dans les accélérateurs. C'est une des clefs du système.

Grâce à la bourse French Tech (jusqu'à 30 000 euros pour financer une innovation) et les frais d'amorçage, nous sommes capables d'aider les entreprises de moins de deux ans. Par contre, c'est vrai, ce qu'on souhaite, c'est que les entreprises essaient de chercher des capitaux privés et voir qu'il y a des gens autres que nous susceptibles de croire en leur projet : des gens comme vous, comme les business angels qui réassurent le système ; c'est ainsi qu'on avance.

**Olivier Dassault**

Vous avez anticipé il me semble la question que souhaitait vous poser Catherine Vautrin, Vice-présidente de l'Assemblée nationale, Présidente de Reims métropole, ancien ministre. Merci chère Catherine pour ta fidélité.

Je vais passer la parole à Arlette Grosskost, député du Haut-Rhin, membre de la commission des finances et experte aussi du monde de l'entreprise puisqu'elle est avocate en droit des affaires.

**Arlette Grosskost, député du Haut-Rhin**

BPIFrance est issue de trois entités, c'est Oséo, c'est FIS, c'est CDC entreprises. Ce que je regrette, c'est qu'on ne parle pas de notre savoir-faire français qui est parti au motif que nous ne l'avons pas suffisamment soutenu.

Vous parlez des fonds multiples mais pour autant, il n'y a pas de fonds de retournement qui permettrait à ces anciennes industries nécessaires de rester et de se développer également.

**Paul-François Fournier**

Pour l'innovation, nous avons fait le choix de l'effet d'accélération pour les start-up.

Vous avez raison, BPIFrance est plus large que ça. Il faut voir comment financer des projets innovants sur les entreprises traditionnelles. C'est aussi un accompagnement et souvent elles n'ont pas autour d'elles les savoirs pour intégrer ce genre de projets.

Vous citez les fonds de retournement, c'était une des interrogations de la mission d'information de l'Assemblée nationale. Nous pourrions faire plus. Nous ne souhaitons pas le faire en direct. Nous cherchons activement ce type de fonds. L'expérience montre que c'est difficile, qu'il faut des compétences et il n'y a que peu d'équipes capables de faire ce travail.

Dans quelques mois, nous ferons un certain nombre d'annonces.

**Jean-Michel Fourgous, co-fondateur, délégué général de GEEA**

Quel est le montant final investi en 2015 ?

Quel est le besoin global de BPIFrance ?

Il y a des entreprises qui vont bien et celles qui sont tellement en difficultés qu'elles ne viendront même pas vous voir...elles nous intéressent en tant que responsables politiques.

Je vous rappelle que GEEA, c'est l'ISF-PME, c'est le FSI, c'est le Crédit Impôt Recherche, passé de 400 millions à 4 milliards, un des meilleurs produits fiscaux au monde et il faut en être fier.

Nous avons une petite idée sur la plus-value mobilière. Nous sommes 87<sup>ème</sup> sur l'attractivité fiscale entre la Bulgarie et le Bangladesh, il faut casser cette image.

Ne pourrions-nous pas prendre l'impôt sur la plus value mobilière est le même à 0% au moins sur une tranche, comme en Suisse, en Belgique, au Luxembourg ?

Comment peut-on faire un symbole public ?

Aidez nous à dé plafonner tout ça.

**Paul-François Fournier**

Sur l'innovation, on a 1,2 milliard de dispositifs pour 4000 entreprises financées chaque année.

En capital risque, on investit en direct 150 millions d'euros, on investit près de 300 millions d'euros dans des fonds.

Aujourd'hui, nous avons près de 4 milliards investis.

Je passe régulièrement par Bercy. Nous avons un vrai sujet de marketing et des mesures assez compliquées.

Aujourd'hui, le sujet, c'est la convergence avec l'Europe.



Le 16 décembre 2015

Dernier point que je pousse, c'est le plafonnement de l'ISF dans les business angels à 50 000 euros. Quand on compare avec Londres, on se rend compte que ce plafonnement devient un vrai problème. Derrière, c'est l'investissement d'un savoir-faire plus que de l'argent en France. Ils ont envie et sont bloqués par ce système. Les anglais appliquent une mesure ambitieuse sur laquelle on pourrait capitaliser.

### **Olivier Dassault**

Je vous rappelle que notre prochain événement aura lieu le 21 janvier 2016, salle Victor Hugo sur le thème « stop aux réformattes et si la France osait des réformes audacieuses. »

L'audace me rappelle une phrase d'Antoine Riboud, « L'innovation est une alliance entre recherche, marketing, instinct, imagination, produit et courage industriel.»

Bonnes fêtes de fin d'année à vous et à vos familles !